



## **Déclaration préalable au CTSD du 10 avril**

Madame la directrice Académique, mesdames et messieurs les membres du CTSD.

Nous commencerons notre déclaration en regrettant fortement que ce CTSD se tienne le même jour que le CDEN, c'est une première qui nous inquiète fortement car nous avons de sérieux doutes quant à ce déroulement concentré d'instances auxquelles nous sommes particulièrement attachés.

Dans sa déclaration de politique générale, le Premier ministre Manuel Valls a rappelé la priorité à l'Éducation et à la jeunesse comme l'avait fait le Président de la République au lendemain des élections municipales. Après avoir rendu hommage aux enseignants « qu'il faut chérir, parce qu'ils transmettent les savoirs et les valeurs », il a annoncé vouloir poursuivre la Refondation, la réforme des métiers, la formation des maîtres, la priorité au primaire...

L'UNSA Éducation se félicite qu'une politique éducative ambitieuse soit réaffirmée. Il y a en effet urgence à refonder notre système d'Éducation et à l'orienter enfin vers la réussite de tous en s'appuyant sur des personnels formés et reconnus.

Poursuivre la Refondation, c'est bien. La faire aboutir c'est mieux ! Pour cela, nous serons très attentifs aux moyens permettant la mise en œuvre cohérente de cette priorité. Le Premier ministre n'a ainsi pas évoqué le maintien de l'objectif de création de 60 000 postes dans l'Éducation nationale et dans l'Enseignement supérieur. Le collectif budgétaire de cet été devra apporter des garanties sur ce point qui est un marqueur important de la volonté du Président de la République.

Le CTSD d'aujourd'hui a pour objet la préparation de la rentrée 2014 dans le 1<sup>er</sup> degré. Nous vous avons déjà indiqué notre regret du report après les élections municipales des décisions de carte scolaire dans le premier degré, report qui handicape une préparation la plus sereine possible de la rentrée scolaire.

Nous regrettons que la dotation académique ne prenne toujours pas en compte la spécificité rurale de notre département. L'essor démographique de notre capitale régionale est indéniable mais il n'empêche que les Côtes d'Armor devraient avoir les moyens nécessaires pour mieux fonctionner, a fortiori lorsqu'on se remémore les très gros problèmes de remplacement subis par beaucoup d'écoles. Inutile de préciser que notre soi-disant baisse démographique annoncée est la conséquence de la scolarisation des 2 ans, véritable variable d'ajustement utilisée depuis des années dans notre académie et département.

Cette dotation costarmoricaïne qui amputera de trois postes notre département n'est pas admissible, car elle fait suite à une saignée successive de postes, la dotation nulle de l'an dernier étant juste une pause dans ce raboutage méthodique des moyens de l'enseignement public de notre département.

Depuis, chaque année, il a fallu « gérer la pénurie ». Formation continue et ASH supprimées, vivier de remplaçants dans lequel on a pioché allègrement pour compenser les suppressions de classes, postes rased gelés ou supprimés, taux de scolarisation des 2 ans qui a diminué telle une peau de chagrin. Avec tous ces moyens enlevés, le comble est que nous sommes toujours et encore en surnombre, c'est ce que l'on nous répète inlassablement. Ces références au passé sont indispensables pour comprendre notre mécontentement présent.

La dotation nationale est insuffisante et la répartition qu'a décidée le recteur l'est tout autant. Nous regrettons que personne, à aucun moment, n'ait évoqué la situation catastrophique de notre département en ce qui concerne les non remplacements, si cela avait été le cas, la dotation aurait du être revue. Quant au surnombre, c'est un véritable bouclier en titane anti-tout.

Pénurie de remplaçants oblige, il va falloir en recréer (5 postes nécessaires mais pas suffisants), en puisant dans des postes classes.

Pénurie de postes oblige, les fusions ont été nombreuses et ensuite il est facile et des fois très rapide de supprimer des classes, parfois à plusieurs reprises ...

Pénurie de postes rased ou spécialisé oblige, dans la « zone blanche » qu'est le secteur de Callac, on envisage la suppression de la clis, mais qui peut repérer les élèves en difficulté d'apprentissage dans ce secteur puisqu'il n'y a pas de psychologue scolaire, pas de réseau !

Certaines écoles fragilisées par le non remplacement récurrent vont en plus subir une fermeture, est-ce ainsi que l'on renforce le service public d'éducation, à moins que ce soit un autre service que l'on veuille renforcer ?

De la même façon, lorsqu'on ne compte aucun 2 ans pour fermer une classe, que se passera-t-il à la rentrée prochaine, où iront ces élèves qu'on ne pourra plus accueillir dans le public ?

Pour le bilinguisme, il ne doit pas être mis en place au détriment des écoles monolingues.

Bref, c'est encore vers une gestion de la pénurie que l'on se dirige tout en nous expliquant que nous sommes en surnombre, et ça nous ne pouvons l'accepter car notre département, nos collègues, nos élèves et leurs parents connaîtront encore une année difficile. Le nombre de délégations présentes ce matin vaut tous les discours et montre que l'attente est grande.

Ce que nos collègues, les parents et élus attendent c'est un changement visible qui se concrétisera par de meilleures conditions de travail et d'accueil, c'est indispensable que la dotation nationale et académique le permette.

En guise de conclusion, sacrée symbolique que celle d'une école neuve pas encore inaugurée qui le sera avec une fermeture de classe à la clé...

Nous terminerons en vous rappelant que les moyennes par classe sont parfois bien difficiles à appliquer sur le terrain, en fonction des effectifs par niveaux et des locaux ...